

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 8 mai 2017

Un banquier est en place, organisons la riposte !

Emmanuel Macron (66,1 %) a remporté le second tour de l'élection présidentielle contre Marine Le Pen (33,9 %). Mais nombreux sont ceux qui ont refusé de prendre position face à ce non-choix et ont souhaité montrer leur rejet de ces candidats. Reste en tout cas à préparer les luttes à venir du troisième tour social.

Les élections du rejet

Si Emmanuel Macron croit pouvoir s'enorgueillir d'une victoire confortable en pourcentages, le vote a surtout été marqué par 12 millions d'abstentions (un record de 25,44 % des inscrits), plus 4 millions de bulletins blancs ou nuls (11,5 % des votants, un record aussi). Ces chiffres sont notamment importants dans les quartiers populaires, preuve du rejet massif de la millionnaire xénophobe comme de celui qui incarne le « monde des affaires ».

Il reste que le Front national a rassemblé plus de 10 millions d'électeurs. Un score encore jamais atteint par l'extrême droite et qui ne donne pas aux travailleurs de quoi être à la fête. Le lit du FN a été préparé par la suite d'attaques menées par Sarkozy, Hollande et consorts ces dernières années contre les classes populaires, Marine Le Pen tablant sur leur écœurement pour récupérer des voix. Elle n'a pas été élue, mais la progression des idées qu'elle propage, et sa volonté de division des exploités et opprimés entre eux, continueront à répandre leur poison. Et la politique anti-ouvrière proposée par Macron restera sa meilleure alliée.

Pour les patrons, tout est bon chez Macron !

Malgré le grand nombre de ceux qui ont refusé de choisir entre deux maux, malgré ceux qui ont voté pour lui la mort dans l'âme pour rejeter Le Pen, Macron fait mine de présenter son élection comme un vote d'adhésion à un projet entièrement construit autour des attaques contre le monde du travail. Mais l'« adhésion » dont il se targue est celle de notables qu'il a agrégés autour de lui, à commencer par Laurence Parisot, ou Pierre Gattaz, l'actuel dirigeant du Medef qui lui assure « sa bienveillance ».

Dans la lignée de la loi Macron et de la loi Travail, décidées sous Hollande, son successeur veut « aller vite » et lancer les premières estocades

contre les travailleurs dès l'été en légiférant par ordonnances. Il en résulterait un nouveau détricotage du Code du travail au profit des patrons et la généralisation des « accords » d'entreprise visant à fragmenter les droits de tous à coups de chantage patronal.

Le programme de Macron repose également sur 60 milliards d'euros d'économies budgétaires. Là encore, pas question d'aller piocher dans les poches de ses amis banquiers et évadés fiscaux. Il propose plutôt 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires et la baisse des dotations aux collectivités locales. Dans le même temps, il annonce des baisses d'impôts pour les plus aisés. Détruire les services publics, attaquer les droits des travailleurs et mettre au pas les chômeurs, tel est le programme Macron. De vieilles recettes anti-ouvrières qu'on nous a déjà trop servies.

Mobilisons-nous sur notre terrain de classe

Avec Macron, une « nouvelle page » s'ouvrirait selon ses propres mots.

Chiche ! Les travailleurs ont donc tout intérêt à ouvrir une nouvelle page de la lutte de classe contre un gouvernement et un patronat à l'offensive. La colère et la défiance qui se sont exprimées dans les urnes est une chose ; la combativité qui pourra occuper la rue et les lieux de travail en est une autre.

Dès à présent, travailleurs, chômeurs, précaires, étudiants, il faut nous organiser sur nos lieux de travail et de vie pour construire un rapport de forces à la hauteur des attaques à venir. Plus que des élections au choix biaisé, c'est dans ces luttes quotidiennes qu'on pourra réellement faire de la politique, faire barrage aux idées immondes du Front national et lutter pour notre émancipation.

Elle nous attaque, on réagit

Comme à PSA Rennes, la direction de Poissy envisage de supprimer des lignes de cars. Sur la ligne de Gennevilliers, des salariés de la 12 ont protesté et ont remis une pétition à la direction. Suite à quoi elle maintiendrait le ramassage du matin mais pas du retour ni celui de midi. Les soirs d'heures sup on finit à 21h12, ça signifie 23h à la maison en transport en commun. La direction n'a pas fini d'entendre parler de nous, le lien se fera avec ceux de l'équipe 22 et avec ceux des autres lignes menacées.

Ce n'est pas nous qui avons fixé ces horaires de dingue, ce que la direction compte économiser ce sera à nous de le payer en temps, en fatigue et en argent.

PSA nous a esquivés, et maintenant nous dégage

En vue de la fermeture de l'équipe de nuit dans quelques mois, la direction du Montage cherche à dégager tous les ouvriers handicapés ou en restrictions médicales avec la complicité de la médecine du travail. Plusieurs ouvriers ont déjà été sommés de rester chez eux dans l'attente d'un prétendu avis médical. Objectif : les déclarer inaptes au travail ou au poste pour les licencier sans DAEC ni rien.

La direction anticipe sur ce que va imposer le prochain président : l'aggravation de la loi travail, promise par Le Pen et Macron, sera prête dès juillet.

Les incompetents sont ceux qui règnent en maîtres

Au Montage, B2, MV4, il y a un automatisme asservi pour le serrage des vis de pédoncules de ceintures de sécurité et de banquette arrière. Cette serveuse est fixée sur une balancelle indexée sur la chaîne. Arrachée il y a quelque mois, elle a été réparée. Mais maintenant tous les vingt véhicules elle tombe en panne. Les analystes n'arrivent pas à faire le moindre diagnostic. Ils ont changé toute la mécanique mais pas l'électronique, incapables qu'ils sont de pousser l'analyse.

Ça exaspère tout le monde, des ouvriers du Montage à ceux de la Retouche en passant par la Maintenance. La direction demande aux ouvriers de travailler au standard mais elle ne fait pas le moindre effort pour analyser et changer ce qui doit l'être.

Alerte rouge... contre la direction

Montage, B2, MV4, la direction voudrait supprimer le poste 18 et faire peser le boulot sur ceux qui restent. Au poste de mise en place de l'ordinateur de contrôle « Odyssée », l'ouvrier devra donc ouvrir le volet de coffre arrière et le capot du véhicule. Non seulement il aura toujours les bras en l'air mais ça décale tout le contrôle de fonctionnement informatique du véhicule, en sorte que toute la chaîne coule derrière, sur 5 postes au moins.

La direction désorganise cinq postes pour en supprimer un. Qu'elle ne touche ni ne pense plus à rien. Pour produire il faudra bientôt se débarrasser d'elle.

Ça suffit !

Sous prétexte de pannes dont la direction est seule responsable, celle-ci annonce encore pas moins de 10 heures sup imposées aux 3 équipes (5 pour la C ; 3 pour la 22 et 2 pour la 12) en plus de tous les samedis travaillés en mai et en juin pour la 12 et la 22.

Entre les compteurs et les bêtises de la direction, celle-ci nous impose une heure sup par semaine et tous les samedis du mois. On n'a plus de vie, mais encore assez de colère pour refuser de bosser.

Un « nettoyeur » qu'il faudrait passer au karcher

Après avoir pourri les chefs, le nouveau directeur fait son petit tour de l'usine. La semaine dernière il était au Montage, flanqué d'un staff de courtisans. Au Montage pour l'occasion : 5S à gogo, casquettes, image et tenues impeccables.

Au site PSA de la Française de Mécanique, il était le spécialiste du compactage, des fermetures de lignes et ventes de parking. Certains là-bas l'appelaient « le nettoyeur ». Il est venu à Poissy pour faire pareil : la prochaine fois qu'il se promène sur les lignes de Montage ce sera à lui de passer le balai.

Sochaux : 1 000 embauches ?

Le succès de la 3008 ne faiblit pas. C'est le jackpot pour le groupe. PSA Sochaux a annoncé l'embauche de 1 000 ouvriers pour répondre à la demande. Bien entendu il s'agit de 1 000 intérimaires qui seront remerciés dès que l'entreprise aura empoché les bénéfices. La direction de PSA fabrique de la précarité en batterie se qui maintiendra le taux de chômage.

Ce qu'on veut, nous, c'est des CDI et la répartition du travail entre tous.

L'exploitation du Futur...

PSA relance sa propagande industrielle et révèle son usine du futur dans une vidéo mise en ligne. Ferrage, montage, full-kitting, peinture, toutes les étapes sont décrites comme entièrement automatisées à l'aide de robots et de drones. On produit en flux tendu total au fur et à mesure des commandes des clients.

La place des salariés? Quelques ouvriers ultra-flexibles et ultra-polyvalents. Quand la direction automatise (et que ça fonctionne !), ce n'est jamais contre la pénibilité du travail mais pour augmenter la productivité à nos dépens. Les robots diminuent le temps de travail, ce sont les patrons licencient !

Pour quelques euros de plus...

La semaine dernière, Veolia a été condamné par deux fois pour des coupures d'eau à l'encontre de personnes handicapées et invalides. Cette pratique est illégale depuis 2013 mais Veolia continue de priver d'eau des ménages pour des impayés de quelques dizaines d'euros. Une pratique difficile à avaler quand on sait que le chiffre d'affaires de la multinationale dépasse les 24 milliards d'euros en 2016.